



*Conseils et études dans les domaines
de l'Eau et de l'Environnement*

*Chemin de Taffignon 69630 CHAPONOST
Tél : 04.72.66.89.00 - Fax : 04.78.51.03.87
Courriel : c2i@c2iconseil.fr*

MAIRIE DE SAINT-JEAN-D'AVELANNE

ROUTE DE VELANNE
38480 SAINT-JEAN-D'AVELANNE
TEL : 04.76.37.20.77.
FAX : 04.76.37.21.10.

COURRIEL : MAIRIE.ST.JEAN.AVELANNE@WANADOO.FR

Département de l'Isère

Commune de Saint-Jean-d'Avelanne

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES

Note au dossier d'enquête publique

Conformément à l'article R 123-8

du code de l'environnement (et L 123-12)

N° d'affaire	N° de pièce	Date	Indice
EP10	1/3	22 JUILLET 2013	1

Rédaction	Vérification	N° d'affaire	Date	Indice	Phases
L.D.	G.A.	EP10	22/07/2013	1	Création du document

SOMMAIRE

1 COORDONNEES DU MAITRE D'OUVRAGE OU DU RESPONSABLE.....	1
2 OBJET DE L'ENQUETE	1
3 CARACTERISTIQUES LES PLUS IMPORTANTES.....	2
4 RAISONS POUR LESQUELLES LE PROJET A ETE RETENU.....	2
5 CADRE REGLEMENTAIRE	3

1 COORDONNEES DU MAITRE D'OUVRAGE OU DU RESPONSABLE

MAIRIE DE SAINT-JEAN-D'AVELANNE

**ROUTE DE VELANNE
38480 SAINT-JEAN-D'AVELANNE**

TEL : 04.76.37.20.77.

FAX : 04.76.37.21.10.

COURRIEL : MAIRIE.ST.JEAN.AVELANNE@WANADOO.FR

2 OBJET DE L'ENQUETE

Le document d'enquête publique concerne le zonage des eaux pluviales de la commune de Saint-Jean-d'Avelanne dans le département de l'Isère. Il a pour objectif de proposer à la commune les solutions techniques les mieux adaptées à la collecte, au traitement éventuel et au rejet dans le milieu naturel des eaux pluviales, en intégrant les aspects économiques et la protection de l'environnement.

Le zonage permet de déterminer les modes d'assainissement applicables sur les secteurs déjà urbanisés et les secteurs ouverts à l'urbanisation. Les zones délimitées doivent être annexées aux documents d'urbanisme de la commune afin que les prescriptions issues du zonage soient opposables non seulement aux communes, mais aux tiers. Elles servent à la protection des habitants et créent donc des servitudes administratives s'imposant aux constructeurs.

Afin d'anticiper l'urbanisation future et dans un objectif de sécurisation, la commune Saint-Jean-d'Avelanne a décidé de mener une réflexion portant sur son zonage d'assainissement des eaux pluviales.

3 CARACTERISTIQUES LES PLUS IMPORTANTES

Il n'y a quasiment pas de réseau séparatif de collecte des eaux pluviales sur la commune, seul le réseau unitaire assure cette fonction.

Le principe étant de diriger le ruissellement des eaux en direction du milieu naturel superficiel représenté par les combes et les cours d'eau de la commune, ou de les rendre dans le milieu souterrain par infiltration.

Un zonage parcellaire, s'appuyant sur les aléas de la commune, est proposé, ainsi qu'une directive de rétention des eaux à la parcelle ou pour toute nouvelle opération de construction développant l'imperméabilisation du sol. L'infiltration des eaux pluviales est strictement interdite sur l'ensemble des parcelles soumises à un risque de mouvement de terrain ou en amont du périmètre de protection des captages d'eau potable.

4 RAISONS POUR LESQUELLES LE PROJET A ETE RETENU

Le zonage des eaux pluviales de la commune de Saint-Jean-D'avelanne retient un objectif de conservation et de non aggravation de l'état existant. Un système de rétention des eaux (à déterminer au cas par cas, exemple : bassin de rétention, cuve, stockage sur toiture, ...) à la parcelle ou pour tout projet de construction, sera mis en place à partir du moment qu'une augmentation de l'imperméabilisation des sols sera réalisée. La restitution des eaux se fera en priorité dans le sous-sol.

La collecte des eaux pluviales ainsi que leurs restitutions dans le réseau unitaire (ou le milieu superficiel, si absence de réseau à proximité), est demandée pour les immeubles localisés en amont du périmètre de protection pour les captages de l'eau potable.

5 CADRE REGLEMENTAIRE

Le zonage mis en place par la commune concerne l'ensemble du territoire, découpé en zones auxquelles sont attribuées des modes d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales. Ce zonage est soumis à une enquête publique selon l'article R 123-11 du Code de l'Urbanisme, et sera annexé au Plan Local d'Urbanisme.

Il a pour objet d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions afin de permettre à la commune de disposer de tous les éléments nécessaires à sa décision.

L'idée que l'assainissement autonome était voué à disparaître n'est plus d'actualité. Le raisonnement unique autour du « réseau d'assainissement » et de la « station d'épuration », afin de converger vers un idéal où chaque habitation est raccordée au réseau qui assure la collecte et permet le traitement intégral des eaux usées, est révolu.

Suite à l'évolution des technologies qui a permis de le remettre d'actualité, l'assainissement autonome ou individuel est dorénavant considéré comme une technique fiable et à considérer. Le raccordement aux réseaux de collecte des eaux usées est parfois techniquement difficile. Il est souvent, en milieu rural, économiquement peu rationnel (habitat dispersé et/ou petits hameaux isolés, éloignement de la station d'épuration).

La conscience qu'une solution autonome peut s'avérer tout aussi efficace qu'une solution « raccordement au réseau » a redonné ses lettres de noblesse à l'assainissement individuel. Le cadre légal qui a marqué cette évolution est apporté par la loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 et ses textes d'application.

L'assainissement autonome est désormais non seulement autorisé, mais recommandé dans certains cas, et encadré. Les installations autonomes ne peuvent désormais fonctionner sans dommage pour l'environnement que si les dispositifs sont conçus et entretenus de manière adéquate. Cela impose de soumettre les installations individuelles à une surveillance qui incombe à la collectivité. L'assainissement autonome est obligatoire pour toutes les habitations non raccordées au réseau d'assainissement collectif.

La loi sur l'Eau n°92-3 du 3 janvier 1992 donne ainsi des compétences et des obligations nouvelles aux communes dans le domaine de l'assainissement non collectif. L'article 35 de la loi sur l'Eau n°92-3 présente ainsi les obligations des communes en matière d'assainissement :

Art.35-I (extrait). « Les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent et les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif.

Elles peuvent prendre en charge les dépenses d'entretien des systèmes d'assainissement non collectif ».

Art.35-III. « Les communes ou leurs groupements délimitent, après enquête publique :

Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien ;

Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel, et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »